



cfuw fcfdu
OPTIMISONS NOS FORCES
2025-2026

Livret de la Session Politique 2026

24 JUILLET 2026, ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

Realizing potential. For all women.
Le pouvoir par le savoir.

Pour plus d'informations, veuillez consulter : www.cfuw.org

Livret de la session politique 2026

Session Politique de la FCFDU

24 juillet 2026

Présidente: Linda Sestock, présidente nationale

Co-présidente : Barb Gustafson, présidente adjointe

Parlementaire: Elizabeth Haynes

Équipe de parlementaires techniques : Bureau national et Elizabeth Haynes

Table de contenu :

Livret de la session politique 2026.....	2
Ordre du jour proposé.....	3
Rapport du Comité des résolutions 2026.....	4
Résolution 1: Réponse Canadienne à la Crise de l'éducation Pour les Femmes et les Filles en Afghanistan.....	6
Résolution 2: Lutte contre la désinformation au Canada.....	7
MOTION de la présidente du comité des résolutions de la FCFDU.....	8

Livret de la session politique 2026

Session Politique de la FCFDU 24 juillet 2026

Présidente: Linda Sestock, présidente nationale

Co-présidente : Barb Gustafson, présidente adjointe

Parlementaire: Elizabeth Haynes

Équipe de parlementaires techniques : Bureau national et Elizabeth Haynes

Ordre du jour proposé

Ouverture de la séance

Reconnaissance du territoire

Présentation du programme

Motions sur la constitution de l'assemblée

Vérification des pouvoirs

Ordre du jour par consentement

Règlement permanent

Adoption de l'ordre du jour

Comité de vérification du procès-verbal

Rapport du Comité des résolutions

Résolution 1 : Réponse du Canada à la crise de l'éducation des femmes et des filles en Afghanistan

Résolution 2 : Lutte contre la désinformation au Canada

Résolutions adoptées : mise en œuvre

Remerciements au Comité des résolutions

Levée de la séance de politiques

Rapport du Comité des résolutions 2026

Margaret Therrien et Wendy Taylor, coprésidentes du Comité des résolutions de la FCFDU

Membres du comité : Maggie Buchanan, Bonnie Jensen, Bilkies McKen, Jane Young, Heather Oxman et Linda Sestock

Consultante : Camila Taipe, Spécialiste nationale de la défense des intérêts et des politiques de la FCFDU

Rapport sur les résolutions adoptées depuis juin 2025 :

Lors de la séance sur les politiques de 2025, huit résolutions ont été adoptées. Les voici : Aborder la précarité et l'iniquité menstruelles au Canada, Élargir l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive, Soutenir les droits des personnes 2ELGBTQ+, Renforcer la sensibilisation et la protection des personnes et de leurs animaux victimes de violences domestiques, Abandon équitable des combustibles fossiles, Archiver certaines résolutions adoptées de la FCFDU et Affirmer que le logement est un droit de la personne et un bien commun.

De septembre à novembre 2025 :

Au début du mois de septembre, le document « Information et lignes directrices concernant les résolutions de la FCFDU » a été mis à jour et soumis au conseil à des fins d'approbation avant sa publication. La principale modification a été la mise à jour du calendrier prévu dans les lignes directrices. Par ailleurs, au cours de cette période, un sondage a été mené auprès des membres du comité des résolutions quant à la pertinence de conserver la documentation associée aux résolutions. Les résultats du sondage ont été transmis à la présidence du comité de défense des intérêts.

Pendant l'automne, l'infolettre Club Action a publié un article à l'intention des clubs leur indiquant la date limite pour soumettre des intentions de résolution, soit le 23 octobre.

Les membres du comité ont tenu une réunion sur Zoom le 30 octobre pour discuter des cinq intentions de résolution. Ces dernières ont fait l'objet d'un examen visant à confirmer qu'aucune politique existante de la FCFDU ne traitait déjà du sujet et qu'elles étaient conformes à la mission et aux objectifs de la FCFDU. L'une des intentions soumises, portant sur les appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation, n'a pas donné lieu à la rédaction d'une résolution, puisque la FCFDU possède déjà une résolution sur ce sujet. Les quatre autres intentions ont été acceptées. Toutefois, nous avons invité deux des auteures de propositions à se concerter, comme leurs propositions étaient très semblables. Les auteures de propositions ont reçu un courriel les informant des résultats de l'examen des intentions. Il leur a également été indiqué qu'elles pouvaient faire appel aux membres du comité des résolutions pour obtenir des réponses à leurs questions et de l'aide au besoin.

Résolutions pour 2026 :

Les quatre intentions approuvées pour la phase de rédaction des résolutions sont les suivantes :
Résolution 1 – FCFDU Ottawa – Réponse canadienne à la crise de l'éducation en Afghanistan

Résolution 2 – FCFDU North Bay – Soutien à l'économie canadienne

Résolution 3 – FCFDU Northumberland – Une économie canadienne forte et équitable

Résolution 4 – FCFDU Guelph – Lutte contre la désinformation au Canada

À la mi-novembre, la FCFDU North Bay a informé les présidentes du comité des résolutions du retrait de leur intention.

De février à avril 2026 :

Les résolutions, y compris les clauses résolues, la documentation, la mise en œuvre et la bibliographie des trois autres résolutions, ont été soumises au comité des résolutions avant le 2 février. Le comité s'est réuni sur Zoom le 12 février afin de discuter des résolutions. La résolution de la FCFDU Northumberland n'a pas été approuvée, car les actions de plaidoyer proposées dans les clauses résolues étaient déjà visées par une politique de la FCFDU. Les résolutions de la FCFDU Guelph et de la FCFDU Ottawa ont été retenues pour la suite du processus de résolution.

Le 6 mars, un bulletin spécial consacré aux résolutions a été envoyé aux clubs, les invitant à examiner chacune des deux résolutions, en portant une attention particulière aux clauses résolues. Les clubs ont soumis des modifications jusqu'au 30 avril en utilisant un formulaire en ligne.

Une réunion sur Zoom a eu lieu le 26 mars avec le comité des résolutions et les auteures de propositions afin d'apporter des précisions sur les réponses aux modifications à fournir. La réunion a été bien reçue et a permis de clarifier, pour toutes les personnes présentes, le fonctionnement de l'accès aux modifications sur Google Docs pour les auteures de propositions et pour le comité des résolutions, ainsi que les actions attendues.

De mai à juillet 2026 :

La préparation de l'atelier des auteures de propositions et de modifications, prévu le 28 mai, est en cours. Chaque résolution compte plus de 35 propositions de modification, soumises aux auteures de propositions à des fins d'examen. Un bulletin spécial sur les résolutions révisées doit être publié le 22 mai, et les versions finales des résolutions doivent être prêtes d'ici le 5 juin pour leur publication dans le livret de la séance sur les politiques. Une séance préparatoire est prévue le 9 juillet pour les auteures de propositions et le comité des résolutions en vue de la séance sur les politiques du 24 juillet.

Remerciements :

Nous tenons à remercier les auteures de propositions et les clubs qui ont participé au processus de résolution de cette année, et l'ensemble des membres du comité des résolutions.

Résolutions proposées pour 2026

Résolution 1: Réponse Canadienne à la Crise de l'éducation Pour les Femmes et les Filles en Afghanistan

Proposée par la FCFDU Ottawa

Texte original	Texte amendé
IL EST RÉSOLU QUE, la FCFDU presse la population canadienne et tous les ordres de gouvernement à renforcer les partenariats stratégiques avec les réseaux tant en Afghanistan que dans la diaspora afghane afin de faire entendre davantage leurs voix en soutien aux femmes et aux filles en Afghanistan.	IL EST RÉSOLU QUE, la FCFDU presse les Canadiennes et tous les ordres de gouvernement à renforcer les partenariats stratégiques avec les réseaux tant en Afghanistan que dans la diaspora afghane, afin d'amplifier leurs voix en soutien à l'accès à une éducation post-primaire régulière pour les femmes et les filles en Afghanistan.
IL EST RÉSOLU QUE, la FCFDU presse le gouvernement fédéral du Canada, en collaboration avec d'autres nations, à accroître le soutien aux mécanismes de justice internationale et à tenir les talibans responsables de leurs violations des droits de la personne.	IL EST RÉSOLU QUE, la FCFDU presse le gouvernement fédéral du Canada, en collaboration avec d'autres gouvernements nationaux, à accroître son soutien aux mécanismes de justice internationale, notamment ceux des Nations Unies, afin de tenir les autorités de facto en Afghanistan responsables de leurs violations des droits de la personne, en particulier du droit à l'éducation des femmes et des filles.
IL EST RÉSOLU QUE, la FCFDU presse les gouvernements national et provinciaux, conformément à la Politique d'aide internationale féministe du Canada, à accroître leur soutien aux femmes et aux filles en Afghanistan en supprimant les obstacles pour les Afghanes à risque qui souhaitent poursuivre leurs études au Canada, et en finançant ou en continuant de financer l'apprentissage en ligne et les programmes de formation en ligne pour les enseignants et les enseignantes.	IL EST RÉSOLU QUE, la FCFDU presse les ordres des gouvernements canadiens à accroître leur soutien aux femmes et aux filles en Afghanistan en finançant ou en continuant de financer l'apprentissage en et les programmes de formation virtuel pour les enseignants et les enseignantes; et en élevant les barrières telles que les refus des permis d'études, pour leur poursuite d'une éducation au Canada.

Résolution 2: Lutte contre la désinformation au Canada

Proposée par la FCFDU Guelph

Texte original	Texte amendé
IL EST RÉSOLU, que la FCFDU presse le gouvernement fédéral d'élaborer et de mettre en œuvre une réglementation plus stricte des plateformes de médias sociaux. Cette réglementation devrait les rendre responsables (a) de la désinformation diffusée sur leurs sites et (b) de la mise en place de mécanismes visant à limiter sa diffusion et à la signaler aux utilisateurs et aux utilisatrices.	IL EST RÉSOLU, que la FCFDU presse le gouvernement fédéral d'établir un organisme de réglementation indépendant, créé par la voie législative, ayant le pouvoir d'identifier, de surveiller et d'imposer des sanctions à la propagation de la désinformation sur les plateformes numériques, y compris sa diffusion et son amplification, tout en respectant le droit à la liberté d'expression garanti par la Charte.
IL EST RÉSOLU, que la FCFDU presse les gouvernements provinciaux à intégrer des ressources pédagogiques obligatoires sur les dangers de la désinformation à tous les niveaux scolaires (de la maternelle à la 12e année) dans le cadre de leurs programmes scolaires sur la littératie médiatique.	IL EST RÉSOLU, que la FCFDU presse les gouvernements provinciaux et territoriaux de développer dans les programmes scolaires, des cours obligatoires de littératie médiatique à chaque niveau (de la maternelle à la 12e année), spécifiquement axé sur la désinformation, incluant les compétences en pensée critique, les techniques de manipulation et les mécanismes de diffusion.
IL EST RÉSOLU, que la FCFDU presse tous les ordres de gouvernement de développer des campagnes d'information à grande échelle afin de sensibiliser le public sur les dangers de la désinformation, ainsi que sur la manière de la reconnaître et de vérifier la validité des informations trouvées sur les plateformes de médias sociaux.	IL EST RÉSOLU, que la FCFDU exhorte tous les ordres de gouvernement de développer et de mettre en œuvre des campagnes d'information à grande échelle afin de sensibiliser le public sur les dangers de la désinformation, expliquer comment reconnaître les différentes formes de désinformation et de vérifier la validité des informations trouvées sur les plateformes de

IL EST RÉSOLU, que la FCFDU presse tous les ordres de gouvernement de continuer à financer et à soutenir les médias de diffusion et imprimés traditionnels afin de garantir que des sources d'information fiables demeurent accessibles.	réseaux sociaux. IL EST RÉSOLU, que la FCFDU presse le gouvernement du Canada de continuer et de maintenir diverses formes de soutien financier au journalisme traditionnel, y compris les médias de diffusion et les médias imprimés , afin de garantir que des sources d'information fiables demeurent accessibles à l'ensemble de la population canadienne.
--	---

MOTION de la présidente du comité des résolutions de la FCFDU

Motion visant à permettre à la Présidente du Comité des résolutions d'apporter des corrections grammaticales.